

# Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes indépendant

## ÉDITORIAL

### Indépendance!

Comme le montre notre dossier, la presse romande est de plus en plus soumise aux pressions commerciales visant à faire des journaux un produit comme un autre. L'indépendance des journalistes et l'exercice du métier s'en trouvent profondément affectés. Pour la presse d'opinions, comme *Pages de gauche*, préserver son indépendance est également un principe fondamental. Il a ainsi été décidé lors d'un comité précédent de modifier légèrement le titre de notre journal en y adjoignant le terme «indépendant».

Ce changement ne modifiera en rien l'orientation du journal; il vise simplement à rappeler que *Pages de gauche* n'est pas un organe de parti. Il restera bien entendu clairement ancré à gauche. Même si une majorité des membres de la rédaction et des membres du comité du journal sont membres du parti socialiste, il n'a jamais été question, depuis la création du journal, d'en faire un journal de parti.

### Six ans d'existence

Ce numéro 67 de *Pages de gauche* marque aussi les six ans d'existence de notre journal. Depuis mai 2002, nous essayons de faire notre place dans le paysage de la presse romande en apportant un éclairage de gauche sur l'actualité.

La situation du journal reste cependant précaire, en particulier ses finances. Avec nos 1'000 abonné-e-s en stagnation depuis plusieurs mois, cela suffit tout juste à assumer nos charges annuelles d'un peu plus de 50'000 francs. N'hésitez pas à faire bon usage du bulletin de versement joint à ce numéro.

Comme le montre notre présent dossier sur la presse romande, des *Pages de gauche* sont plus nécessaires que jamais pour comprendre et améliorer la société!

Rédaction



Extrait du film *Citizen Kane*, réalisé en 1941 par Orson Welles.

## DOSSIER: PRESSE ROMANDE EN MUTATION

### Presse romande en mutation

La presse connaît de profondes transformations. Elle est de plus en plus soumise à une logique marchande imposant ses critères de rentabilité au détriment de la qualité de l'information et de l'analyse critique. Les informations anecdotiques et accrocheuses prennent le pas sur la présentation des dossiers politiques. La partie rédactionnelle diminue au profit des annonces publicitaires. Parallèlement les conditions de travail des journalistes se détériorent et rendent de plus en plus difficile l'exercice du métier.

L'appauvrissement du contenu informatif des journaux, mais aussi des autres médias, constitue un enjeu majeur pour notre société démocratique. La presse reste un des principaux moyens d'information permettant un débat public et la formation d'une opinion critique. Avec l'arrivée des «gratuits», la situation s'est encore détériorée. Dans le cadre de ce dossier, nous avons largement donné la parole à des journalistes pour témoigner de leur expérience des transformations récentes de la presse.

Réd.

Suite du dossier, pp. 5-10.

International  
Changement  
historique au  
Paraguay.

Page 11

Sports  
Liens entre  
foot et violence  
à quelques  
jours de l'Euro.

Page 14

Histoire  
Il y a 40 ans, le  
Printemps de  
Prague

Page 15

# Le cœur a ses raisons, la haine moins...

Ecrire un article d'humeur sur l'initiative UDC «Pour des naturalisations démocratiques».

Telle était la consigne qui dictait la rédaction de ce texte. Aussi, lorsqu'on débat de problèmes politiques, il est de bon ton de signaler, chiffres et statistiques à l'appui, que ce dont on parle, on en parle sérieusement, en connaissance de cause; comprenez par là : en évitant soigneusement de céder aux réactions affectives propres aux conversations type café du commerce.

De ce fait, et au vu de l'objet de ce billet, j'étais partie dans l'idée de produire une argumentation serrée, d'autant plus que l'on reproche souvent à la gauche de traiter la question des étrangers avec l'angélisme et la naïveté des bons sentiments. Qu'il s'agisse d'insécurité, d'atteintes à la dignité ou de xénophobie. Exercice difficile, je puis vous l'assurer, quand on est soi-même de gauche, *segunda* naturalisée et membre d'une commission communale de naturalisation... C'était sans compter mes souvenirs de cours de culture antique dont l'abrégé me permettra d'échapper aux statistiques, tableaux, analyses de statistiques, analyses d'analyses et contre-expertises.

Dans sa *Rhétorique*, Aristote remarquait l'importance du pathos, autrement dit de l'appel aux émotions, quand il s'agit, pour l'orateur, d'emporter l'adhésion de son auditoire. Aujourd'hui, quelques millénaires plus tard, le politicien de pla-

teau a remplacé l'orateur de la place publique, mais curieusement, derrière les chiffres et les graphiques exhibés tous azimuts, le recours à l'émotion demeure encore un redoutable moyen de persuasion.

Alors bon, forte de l'autorité d'Aristote ainsi que du libellé de cette rubrique, permettez-moi de faire dans l'affectif, de simplement manifester mon indignation. Permettez-moi de me révolter face à une instrumentalisation de la démocratie qui, pour d'aucuns, pourrait réduire l'intégration d'une personne à une fiche A4. Permettez-moi de m'indigner face à un parti qui distingue les suisses «naturels» des suisses naturalisés (ndlr: Emission *Infrarouge* du 8 avril dernier). Permettez-moi de m'insurger contre une initiative qui cherche à rétablir une procédure ne respectant pas les droits fondamentaux tel que le droit de recours. Autorisez-moi à me révolter face au discours blochérien, qui amalgame sans arrêt, de façon insidieuse, les étrangers à la délinquance, alors qu'un candidat à la naturalisation possédant un casier judiciaire ne verra pas la démarche aboutir.

Enfin, laissez-moi penser que si «l'on ne fait pas de bonne littérature avec de bons sentiments» (dixit André Gide), on puisse, toutefois, en ce qui concerne l'objet de cette votation, ne pas faire de la trop mauvaise politique avec son indignation.

Rebecca Ruiz

## Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes indépendant

Abonnement annuel: Fr.49.-  
Abonnement de soutien: Fr.130.-  
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chô-m-euse-ur-s): Fr.29.-  
CCP 17-795703-3

Contact par courrier ou à  
info@pagesdegauche.ch  
www.pagesdegauche.ch

### Rédaction et secrétariat:

Case postale 7126, 1002 Lausanne  
info@pagesdegauche.ch

### Rédaction:

Samuel Bendahan (SB), Maurizio Colella (MC), Romain Felli (RF), Nicolas Gachoud (NG), Mathieu Gasparini (MG), André Mach (AM), Raphaël Mahaim (RM), Cyril Mizrahi (CM), Philippe Mivelaz (PhMi), Stéphanie Pache (SP), Line Rouyet (LR), Rebecca Ruiz (RR), Mathias Schaer (MS), Julien Wicki (JW).

### Comité:

Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Dan Gallin, Dominique Hartmann, Pierre-Yves Maillard, Jean-Marie Meilland, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Florian Ruf, Géraldine Savary, Alberto Velasco.

### Comité de parrainage:

Franco Cavalli, Valérie Garbani, Stéphane Rossini.

### Collaboration permanente:

Christian D'Andrès, Grégoire Junod, Salima Moyard, Philipp Müller, Marc Olivetta, Christian Vullioud.

### Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

### Mise en page:

Julien Wicki, Lausanne

### Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

### SOMMAIRE

- 1 Indépendance!
- 2 Le coeur a ses raisons, la haine moins...
- 3 1998-2008: des bas salaires au salaire minimum
- 4 Mémoires et luttes actuelles: 25 ans de Solifonds
- 5 à 10 Dossier: Presse romande en mutation
- 11 Paraguay: «Les petits aussi peuvent gagner!»
- 12 Interdictions de périmètre: la mauvaise direction
- 13 L'UDC progresse dans les cantons... Vraiment?
- 14 Foot et violence
- 15 Le Printemps de Prague, une mémoire socialiste à entretenir
- 16 La dernière – Agenda



# 1998-2008: des bas salaires au salaire minimum

*Au mois d'avril de cette année, tout juste dix ans après sa campagne «Pas de salaires au-dessous de 3000 francs!», l'Union syndicale suisse a décidé de lancer une nouvelles offensive contre les bas salaires, histoire de remettre la question du salaire minimum au centre du débat politique et des revendications syndicales.*

Grégoire Junod

À dix ans d'intervalle, l'objectif est donc toujours le même; seuls les chiffres ont changé. Aujourd'hui, les syndicats réclament un salaire minimum de 3500 francs par mois et de 4500 francs pour les employés qualifiés. Est-ce à dire que rien n'a bougé en dix ans? Comme souvent, le bilan est contrasté.

## DES AVANCÉES SALARIALES...

Il y a d'abord eu d'indéniables succès: dans l'hôtellerie et la restauration, le salaire minimum conventionnel a augmenté de 40% depuis 1998; il en est allé de même dans les deux plus grosses entreprises suisses de commerce de détail – Migros et Coop – où les salaires minimaux ont eux aussi progressé de 35 à 45%. En parallèle, le salaire médian suisse progressait de seulement 13% entre 1998 et 2006 – de 5020 à 5670 francs.

Plus généralement, la part des salariés dont le salaire mensuel est inférieur à 3000 francs par mois a fortement diminué, passant

de 8.9% à 3.7% durant la même période. Chez les femmes, les plus touchées par les bas salaires, cette proportion a même été divisée par trois! Cela dit, si l'on tient compte de l'évolution des prix et du niveau général des salaires, le bilan est évidemment plus nuancé. Le graphique annexé, qui permet justement cette comparaison, montre que les progrès ont surtout touchés le travail féminin. Beaucoup plus grave, il laisse apparaître que la part des bas salaires a cessé de diminuer depuis 2004, augmentant même légèrement depuis lors.

## ...MAIS DE PLUS EN PLUS DE PAUVRES

L'USS évoque d'ailleurs le chiffre de 200'000 travailleurs pauvres à ce jour; c'est-à-dire de femmes ou d'hommes dont le salaire est inférieur au seuil de pauvreté. Et aujourd'hui 22% des salariés gagnent encore moins de 4000 francs par mois. La question des bas salaires reste donc un vrai problème dans notre pays. Au-delà de ses répercussions sociales et économiques, il pèse aussi lourde-

ment sur les finances publiques. Souvent l'Etat doit compléter, via les régimes sociaux cantonaux, le revenu tiré d'une activité salariée.

...L'USS évoque le chiffre de 200'000 travailleurs pauvres à ce jour...

Pour une partie, l'Etat se retrouve donc à devoir payer ce que certains employeurs se refusent à offrir et qui paraît pourtant élémentaire, un salaire permettant de couvrir le minimum vital.

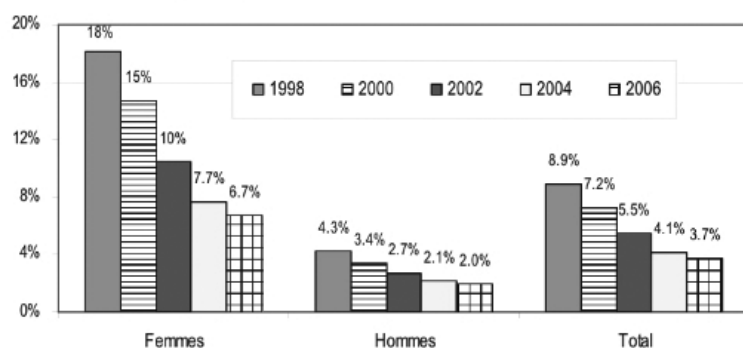
## VERS UN SALAIRE MINIMAL LÉGAL

Dans ce contexte, les batailles syndicales pour augmenter, branche par branche, les salaires minimaux, conclure de nouvelles conventions collectives ou encore obtenir de nouveaux

contrats types de travail sont nécessaires; elles sont même indispensables. Mais de manière plus générale, la question d'un salaire minimum se pose. En Europe, il est d'ailleurs en train de devenir la règle. La Grande-Bretagne l'a introduit en 1999 et l'Irlande en l'an 2000. Aujourd'hui, l'Allemagne réfléchit sérieusement à l'introduction d'un salaire minimum interprofessionnel. Et en Suisse? Le débat est pour l'heure embryonnaire au niveau national. Mais la question se pose dans certains cantons. Le Jura en a ainsi fixé le principe dans sa Constitution, mais il est resté lettre morte à ce jour faute de loi d'application. Dans le canton de Vaud, le Grand Conseil vient d'en rejeter l'introduction à une courte majorité. Mais le débat pourrait se prolonger en votation populaire: «A gauche toute!» a en effet repris le texte refusé au Grand Conseil pour lancer une initiative populaire. Malheureusement, l'extrême gauche a refusé d'articuler le montant du salaire minimum dans son initiative, comme le souhaitaient notamment les socialistes, se contentant d'en fixer le principe. Elle s'est dès lors privée du soutien des principaux syndicats du canton, des verts et du PS pour la récolte de signatures. Ainsi, même si l'initiative devait être acceptée, elle ne déploierait, comme dans le Jura, aucun effet sans loi d'application! Dommage. Mais une chose est néanmoins réjouissante: la question des bas salaires et de l'introduction d'un salaire minimum s'impose peu à peu comme un thème politique.



Graphique 1 : Part des travailleuses/travailleurs dont le salaire mensuel brut est inférieur à Fr. 3000.-



Remarque : Le seuil calculé correspond à un salaire annuel brut de Fr. 39 000.- (= Fr. 3000.- x 13). Les salaires sont convertis en équivalents plein temps de 40 heures hebdomadaires.

Source : Enquêtes sur la structure des salaires 1998, 2000, 2002, 2004 et 2006, Office fédéral de la statistique. L'échantillon utilisé pour ces calculs n'inclut que les adultes de 19 à 65 ans travaillant dans le secteur privé.

Calculs : Roman Graf, Observatoire Universitaire de l'Emploi, Université de Genève.

# Mémoires et luttes actuelles: 25 ans de Solifonds

*A l'occasion de ses 25 ans, le Solifonds, «fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale dans le tiers monde», publie un livre retraçant son histoire et ses défis. Il lance également une campagne en faveur des employées de maison.*



Manifstation des employées de maison en Afrique du Sud

Par Dan Gallin

Le Solifonds a été créé en 1983 par l'Union syndicale suisse, le PSS, l'Oeuvre suisse d'entraide ouvrière et onze associations de développement (voir PdG, n°61). Il publie un livre où plusieurs auteurs retracent son histoire et son activité, analysent les défis actuels de la solidarité internationale dans différents domaines – succès, possibilités, difficultés – et décrivent plusieurs campagnes de soutien menées par le Solifonds.

Dans son avant-propos, Hans Schäppi, président du Solifonds, écrit: «*En publiant ce livre, nous ne voulons pas seulement apporter une contribution à la mémoire collective. Nous espérons aussi que les articles de fond et les réflexions qu'il contient susciteront un débat politique sur la solidarité et le développement.*»

## CAMPAGNE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Le Solifonds a également marqué son anniversaire en lançant une campagne de soutien en faveur des employées de maison d'Afrique du Sud et de Hongkong. Il a invité Hester Stephens, présidente, et Myrtle Witbooi, secrétaire général, du SADSAWU, syn-

dicat sud-africain des employées de maison, ainsi que Sartiwen Binti Sanbardi, du Syndicat des travailleuses migrantes indonésiennes (IMWU) de Hongkong, à son anniversaire. Du 25 avril au 3 mai, elles ont participé à des manifestations à Zurich, Bâle, Berne et Genève, expliquant leur situation et les difficultés auxquelles elles étaient confrontées.

## AFRIQUE DU SUD

En Afrique du Sud, malgré l'effondrement du régime discriminatoire de l'apartheid, la justice sociale est loin de régner et les employées domestiques doivent lutter pour faire respecter leurs droits de travailleuses et être reconnues au sein de la société et des syndicats. A Genève, le 30 avril, Myrtle Witbooi racontait son entrevue avec le gouvernement pour obtenir que la nouvelle législation du travail s'applique également aux employées de maison qui en étaient exclues. Elle finit par se fâcher: «*nous avons été à vos côtés dans notre lutte contre l'apartheid, maintenant vous réagissez comme n'importe quels employeurs, car vous aussi vous employez nos membres, peu importe que vous soyez Noirs, maintenant nous exigeons nos droits!*» Elle a gagné: la loi du

travail s'applique maintenant aussi aux employés domestiques. Dans le mouvement syndical cependant, certains ont encore de la peine à reconnaître les employées de maison comme de «vrais travailleurs».

## HONGKONG

A Hongkong, 235,000 femmes immigrées travaillent comme employées de maison, la plupart venant des Philippines et d'Indonésie. Sartiwen explique que tant dans leurs pays qu'à Hongkong elles subissent une exploitation souvent brutale, notamment de la part d'agences de recrutement, mais aussi de certains employeurs. Dans la discussion, un intervenant pensait qu'il fallait éliminer ces agences et les remplacer par un service public où les syndicats devaient être représentés, et qui serait en mesure de garantir des conditions d'emploi convenables.

## ORGANISER LES EMPLOYÉES DE MAISON

Partout dans le monde, et en Suisse également, de plus en plus de femmes immigrées sont employées dans des ménages privés, souvent sans protection sociale et avec des salaires dérisoires. Au niveau mondial, leur nombre est estimé à 100 millions. L'UITA, fédération syndicale internationale de l'alimentation, de l'agriculture et de l'hôtellerie, a lancé l'année dernière une campagne d'organisation des employées de maison: le but est de mettre en réseau leurs syndicats là où ils existent, et créer des organisations nouvelles partout où les employées de maison sont encore privées de protection syndicale.

De son côté, le BIT a décidé en mars dernier de préparer des normes définissant les droits des employées de maison et fixant le cadre de leurs conditions de travail. Cette initiative, qui est soutenue par le mouvement syndical

international, doit aboutir à l'adoption d'une convention en 2010.

## EN SUISSE, QUE FAIRE?

A la réunion de Genève, Alessandro Pelizzari pour UNIA et Giangiorgio Gargantini pour le SIT, ont exprimé la préoccupation de leurs organisations face aux problèmes des employées de maison, souvent sans papiers. Malgré les difficultés, l'action syndicale reste possible et nécessaire.

A Genève, un contrat-type de travail pour les travailleurs de l'économie domestique existe. Sa dernière version, de 2004, fixe, avec force obligatoire, un salaire minimum de 3400 francs par mois et une semaine de travail de 46 heures.

Selon Pelizzari, l'action syndicale doit porter sur trois fronts: d'une part, au niveau politique, renforcer les droits des travailleurs précaires et notamment des employées de maison, de façon à ce qu'elles puissent être mieux défendues devant les instances, ensuite obtenir la régularisation de leur situation, dans le cas des immigrées sans papiers, pour les sortir d'une zone de non-droit. Cependant, comme l'exemple des syndicalistes sud-africaines l'a montré, pour pouvoir se développer l'action syndicale doit être portée par les travailleuses elles-mêmes. Le syndicat doit donc promouvoir toute forme d'auto-organisation, dont l'instrument peut être des cours de formation ou des cours de langues, et en créant des lieux de rencontre qui permettent aux employées de maison de sortir de leur isolement.

## A LIRE

*La Solidarité, une valeur sûre*, éditions 8, Zurich, 204 p., 2008, 24 francs. Disponible en librairie et au Solifonds:

mail@solifonds.ch.

## DOSSIER: PRESSE ROMANDE EN MUTATION

# Presse romande: entre marchandisation et précarisation

Baisses des recettes publicitaires, concurrence des médias électroniques et d'internet ou encore l'arrivée des journaux gratuits: autant de phénomènes qui ont profondément bouleversé le fonctionnement de la presse. Les journaux romands n'échappent pas à ces profondes restructurations depuis le début des années 1990.

Alors qu'il y a vingt ans, la Suisse romande pouvait s'enorgueillir d'une certaine diversité de sa presse comparativement à des régions d'une taille similaire, le phénomène de concentration parmi les éditeurs s'est traduit par la disparition de plusieurs quotidiens romands, dont *La Suisse*, le *Journal de Genève* et *Gazette de Lausanne*. Aujourd'hui, deux éditeurs (Edipresse et Ringier) dominant largement le marché romand (sur la concentration dans la presse, voir dossier PdG No 31, février 2005, à consulter sous: [www.pagesdegauche.ch](http://www.pagesdegauche.ch)).

Mais, au-delà de ce phénomène de concentration, ce sont surtout les conditions de production des journaux qui se sont profondément modifiées. Les exigences de rentabilité et la concurrence toujours plus féroce pour des recettes publicitaires en constante diminution ont eu de profondes répercussions sur le contenu rédactionnel et les conditions d'exercice de la profession de journaliste.

## LE 4E POUVOIR DOMINÉ PAR LES MARCHANDS

La presse commerciale, pour laquelle les recettes publicitaires représentent depuis longtemps la majeure partie de leurs revenus, a toujours été soumise à ce type de

pressions; cependant, celles-ci se sont considérablement accentuées ces quinze dernières années. Elles en viennent à mettre en danger la qualité de l'information et à remettre en cause l'objectif premier de la presse: informer la population et contribuer au débat démocratique. En effet, lorsque les impératifs de rentabilité priment sur tous les autres critères relatifs à la production de l'information, cela représente une menace pour une démocratie vivante et des citoyens bien informés et capables de sens critique.

L'apparition des gratuits n'a fait qu'accroître cette tendance. Le contenu rédactionnel en vient à être réduit à la mise en valeur de messages publicitaires. Cette marchandisation accrue de la presse, considérée comme un simple produit comme les autres,

passé par la remise en cause des conditions de travail des journalistes.

## EMPLOYÉ-E-S PRÉCARISÉ-E-S

La profession de journaliste s'est largement construite sur un certain nombre de principes déontologiques, censés préserver leur indépendance et garantir le bon exercice de leur métier (voir la déclaration sur les droits et les devoirs des journalistes sur le site du Conseil de la presse: <http://www.presserat.ch>). Cependant, ces gardes-fous garants du bon exercice de la profession sont de plus en plus réduits en peaux de chagrin face aux mesures de réductions des coûts et de diminution du personnel. Dans la production d'un journal, la position des journalistes s'est affaiblie face aux exigences de faire vendre un produit:

les dossiers de l'actualité politique cèdent la place au «people» et les anecdotes futiles remplacent les analyses de fond.

Cette évolution est dangereuse car elle laisse la porte grande ouverte à une presse de complaisance, voulue ou non, en faveur des intérêts économiques dominants qui savent très bien, grâce à leurs agents de communication, «préparer» l'information que les journalistes ont de plus en plus de peine à décrypter de manière critique.

Dans le cadre de ce dossier, nous sommes allés à la rencontre de différents journalistes pour leur demander leur point de vue sur la manière dont ils vivent l'évolution récente de la presse romande.

André Mach



Le 4 avril dernier, la direction du Monde annonçait la suppression de 130 emplois dont 2/3 de journalistes. Les employé-e-s ont enchaîné grèves et manifestations jusqu'à l'obtention d'un compromis garantissant qu'il n'y aurait aucun licenciement contraint. Une victoire à la Pyrrhus pour les journalistes d'un quotidien subissant de plein fouet les transformations récentes du monde de la presse. Les illustrations de ce dossier sont issues de cette mobilisation.

### Info en danger

Entretien avec Christian Campiche, journaliste et cofondateur de l'association *Info en danger*.

6

### Travailler dans un gratuit

Témoignages de deux journalistes.

7

### Sur le front syndical

Regards syndicaux romand et alémanique sur le métier de journaliste.

8-9

### L'information a un coût

Entretien avec Louis Rufieux, rédacteur en chef de *La Liberté*.

9

### Quelle presse pour demain?

L'analyse de Benito Perez, journaliste au *Courrier*.

10

## DOSSIER: PRESSE ROMANDE EN MUTATION

# «Les journalistes ne doivent pas devenir des agents publicitaires»

Entretien avec Christian Campiche, journaliste et cofondateur de l'association *Info en danger* (voir encadré).

**PdG: Dans l'appel initial de l'Association Info en danger d'octobre 2005, vous soulignez l'ingérence croissante de considérations financières dans des journaux, comment expliquez-vous cette évolution?**

CC: L'élément central est la chute des recettes publicitaires. Les journaux dépendent pour 60% à 100% de leurs revenus des publicités. Depuis le début des années 1990, le gâteau publicitaire s'est considérablement rétréci et la concurrence pour les annonces publicitaires est devenue beaucoup plus âpre.

A cela s'ajoute un facteur plus structurel, certains annonceurs ont changé de fusils d'épaule et préfèrent d'autres canaux pour leurs messages publicitaires (télévision, internet,...). Par exemple, la Coop et la Migros se sont clairement retirées des journaux, cela s'est traduit par de grosses pertes de recettes. Depuis quelques années, la concurrence d'internet est devenue beaucoup plus vive; de plus en plus d'annonceurs se sont tournés vers internet.

La reprise économique depuis 2005 a sans doute sauvé certains journaux. Mais la conjoncture demeure très fragile, j'en veux pour preuve la crise financière qui secoue actuellement la planète.

**Comment se traduisent ces pressions sur le contenu rédactionnel?**

Avec la diminution des recettes publicitaires, il y a eu des claires diminutions de coûts, notamment des réductions de personnel. Cela se traduit par une pression accrue sur les journalistes, qui deviennent des «femmes-hommes à tout faire». Ils doivent à la fois rédiger leurs articles, mais aussi trouver des illustrations ou monter les pages du journal. Les éditeurs ont fait de grosses économies sur le dos du personnel.

D'autre part, la publicité devient de plus en plus importante dans les journaux. Elle est beaucoup plus mise en valeur, alors que les textes rédactionnels sont au second plan. Il y a aussi de plus en plus fréquemment des problèmes de collusion entre publicité et textes rédactionnels, que nous avons dénoncés au Conseil suisse de la presse, qui nous a donné raison. Les journalistes ne doivent pas devenir des agents publicitaires.

Cette évolution est particulièrement flagrante dans les «gratuits», mais les journaux payants ne sont pas à l'abri de cette dérive.

**Peut-on parler d'une mise en cause de l'indépendance de la profession de journaliste?**

Celle-ci est menacée, mais ce n'est pas inéluctable. Les compétences des journalistes sont, de mon point de vue, en déclin. Mais cela dépend bien entendu de la définition qu'on a de la profession: si la compétence c'est de faire consommer et vendre le journal, alors, sans doute, beaucoup de journalistes sont très professionnels. Si par contre, il s'agit d'informer de manière critique sur l'actualité, alors je pense que la presse a perdu en qualité.

Je suis frappé par le fait que les journaux, mais c'est aussi valable pour le journal télévisé, se contentent de plus en plus de reprendre les «informations institutionnelles», telles que les communiqués de presse, les conférences de presse ou les communiqués d'agences, sans distance critique ou commentaires. Lors des conférences de presse, il y a de moins en moins de questions gênantes. Ce phénomène est particulièrement vrai dans le domaine de l'information économique.

Cette évolution est très néfaste pour la qualité de l'information. En fin de compte, c'est la démocratie qui est en jeu, et même la vision du monde qui prévaut dans notre société.

**L'arrivée des gratuits semble constituer une étape supplémentaire dans cette direction? Peut-on parler d'un «nivellement par le bas» du contenu journalistique?**

Il faut nuancer et affiner l'analyse. Au moment du lancement des gratuits, on pouvait penser que les journaux payants allaient devoir s'améliorer pour justifier leur prix, or, c'est, de manière

générale, le contraire qui s'est produit. On retrouve de plus en plus de «people» et d'informations accrocheuses dans les payants. Inversement, je pense que les gratuits sont devenus meilleurs. On retrouve de nombreux articles signés, avec du contenu informatif, qui sortent des sentiers battus, et parfois des scoops.

A ce propos, j'aimerais souligner que le combat de notre association n'est pas dirigé contre les gratuits, mais pour la qualité du journalisme. A cet égard, notre message s'adresse prioritairement à la presse payante.

**Que répondez-vous à ceux qui disent que les gratuits ont «ramené» à la lecture certains jeunes, qui ne lisaient aucun journal?**

CC: Je suis très sceptique. On pourrait dire la même chose d'internet. Il me semble que les jeunes se contentent de ce type de lecture mise à disposition gratuitement, sans les inciter à aller plus loin. Les journaux payants ont tout à perdre.

*Propos recueillis par  
André Mach*

## L'ASSOCIATION INFO EN DANGER

L'association Info en danger a été fondée en juin 2006 par un certain nombre de journalistes romands inquiets de l'évolution de la presse. La création de l'association a été précédée par le lancement d'un appel en octobre 2005 et d'une pétition, signée en moins d'un mois par près de 600 journalistes romands.

Dans ces textes, les initiateurs soulignaient les menaces pesant sur leur profession: «La presse remplit de moins en moins son rôle d'information et d'approche critique des événements au profit du divertissement. Or, une information indépendante et crédible est un droit fondamental du citoyen autant qu'un devoir pour les journalistes et éditeurs. Ce rôle central de notre métier, l'information, est désormais en danger.»

Le but de l'association consiste en «la défense de l'éthique journalistique, de la liberté d'expression et de la dignité de la profession de journaliste, telles que définies dans la Déclaration des devoirs et des droits du/de la journaliste».

Vous retrouvez sur le site de l'association indiqué ci-dessous de nombreux articles et analyses des dérives de la presse. Tout le monde peut devenir membre de l'association.

## DOSSIER: PRESSE ROMANDE EN MUTATION

## Presse gratuite, ton univers impitoyable

Voués aux gémonies par de nombreux professionnels des médias, les gratuits ont, à coup sûr, profondément marqué le monde de la presse. «*Supports à publicité*» pour certains, «*journaux accessibles aux jeunes*» pour d'autres, ils cristallisent les positions. Nous avons voulu avoir l'avis de celles et ceux qui, quotidiennement, travaillent au sein de ces journaux. C'est ce que nous vous offrons au fil de ces deux interviews.

«*Quand tu bosses dans un quotidien, tu n'as pas de vie!*»

*Benoit\* et Marc\* sont journalistes dans des quotidiens romands gratuits. Regards croisés.*

**Comment décrire les conditions de travail des employés du journal? Peut-on les qualifier de précaires? Différentes de celles des journaux payants?**

M: Mes horaires ne permettent pas d'heures supplémentaires, contrairement à certains collègues qui travaillent au moins 12 heures par jour pour pouvoir effectuer un travail d'investigation minimal, ce qui serait impossible en respectant la durée normale de travail. Et ces heures supplémentaires ne sont pas comptabilisées. Mais les conditions sont similaires dans les journaux payants. Ce qui nécessitait trois postes par le passé est effectué par une seule personne aujourd'hui. Je m'occupe de l'édition, de l'illustration et du traitement du texte de ma rubrique. Cette augmentation de la charge de travail laisse peu de temps à la réflexion.

B: Quand j'entends certains de mes collègues du *Matin orange*, je me dis que les conditions de travail varient surtout énormément d'une rédaction à l'autre, sans opposition gratuits/payants. Par contre, c'est vrai que les journées sont longues... D'autant plus que rédiger un article de 1'500 signes ou de 3'000 signes, cela prend presque le même temps. Quelle que soit la longueur de l'article, il faut faire les mêmes recherches, appeler l'éventuel «avis contraire», etc. C'est peut-être cela qui explique le grand *turn over* [roulement au sein de la rédaction NDLR] au sein des gratuits. Au *20 minutes*, par exemple, rares sont les journalistes à être là depuis son lancement... Pourtant, le titre n'est vieux que de deux ans! De

manière générale, quand tu bosses dans la presse quotidienne, tu n'as pas de vie et c'est particulièrement vrai pour les gratuits.

**Que pensez-vous de l'évacuation totale de toute forme d'opinion au sein des gratuits?**

B: Cela me manque, parfois, de ne pouvoir ne serait-ce qu'émettre des doutes sur la crédibilité de tel ou tel propos. Si je trouve une conférence de presse bidon, j'aimerais pouvoir le dire.

**Selon vous, pourquoi les gratuits ont-ils fait ce choix?**

B: Difficile à dire... Je ne pense pas, en tout cas, que c'est pour éviter de fâcher les annonceurs. Les gratuits visent les gros annonceurs et ceux-ci sont assez réalistes pour ne pas cesser tout contact avec un journal car il a publié un article critique. Par contre, les gratuits courent après un lectorat large qui, seul, attire les annonceurs. En évacuant toute opinion, il ne prend pas le risque de se fâcher avec une part de ce précieux lectorat.

M: J'écris sur un support publicitaire. La rédaction ne peut négocier le contenu publicitaire. C'est la responsabilité du service marketing qui travaille avec le service de la mise en page et nous recevons une maquette de pubs avec des vides à remplir d'informations. Le contenu rédactionnel se fait en fonction du contenu publicitaire et il est parfois déplacé s'il peut faire du tort à la publicité voisine. On voit aussi apparaître des pubs dites «créatives» qui sont situées dont les parties rédactionnelles des pages avec une limite de plus en plus floue

entre la pub et l'info. Le combat pour capter l'attention du consommateur et maximiser le temps de cerveau disponible aboutit à ce type de communication «virale». Les pressions sur les rédactions proviennent des enjeux économiques de la publicité. Ainsi nous devons «vendre» un produit de consommation destiné à distraire la cible la plus large possible d'utilisateurs des transports publics, ce n'est donc certainement pas un outil de réflexion!

**Y a-t-il une véritable différence, selon vous, entre l'information traitée dans les gratuits et dans les payants?**

B: À cet égard, je distinguerais l'information locale de l'information nationale et internationale. Au niveau local, nous avons les moyens d'offrir une bonne couverture et de l'originalité. Au niveau international, c'est bien sûr plus dur. Du coup, nous avons parfois tendance à privilégier l'insolite, l'anecdote. Maintenant, il est clair qu'à cet égard nous suivons une ligne rédactionnelle, qui est celle d'un journal de boulevard, qui informe et qui distrait. C'est peut-être moins noble que la presse d'opinion, mais au moins c'est revendiqué.

**Comment faire son travail dans ces conditions?**

M.: Le principe régissant les choix des sujets est celui de la proximité affective, liée à la proximité géographique. Nous devons appliquer le principe qu'un mort à 10 km touche plus que 100 morts



à 10'000 km. La pression est quotidienne mais insidieuse. On nous dit que le public ne lit pas les articles «sérieux». La marge de manœuvre est donc limitée par le besoin de plaire au plus grand nombre. Le résultat se doit d'être consensuel et aboutit à la «peopolisation» et au «prêt-à-penser» Mais c'est un phénomène qui touche toutes les rédactions, les journaux gratuits comme payants.

Cela dit la presse écrite n'a jamais été rentable en soi et a eu besoin de financements externes. Le problème c'est que les publicitaires ont changé et que les maisons d'édition ne sont plus gérées par des rédacteurs mais par des gestionnaires d'entreprises qui vendraient des savonnettes si c'était plus rentable. Le discours de la direction est de type libéral: «*c'est au lectorat de choisir, il ne faut pas l'influencer, ni l'aider à construire un avis.*»

*Propos recueillis par SP, RF et JW*

\*prénom d'emprunt

## DOSSIER: PRESSE ROMANDE EN MUTATION

## «Changer le livre et la presse»

C'est avec ce message que le syndicat Comedia a interpellé le public et le personnel du 22ème Salon du livre et de la presse de Genève. En marge du Salon, donc, une belle rencontre avec Bruno Clément journaliste et syndicaliste à Comedia.

**PdG: Comment le tract de Comedia, intitulé «Pour un autre Salon du livre. Petite réflexion sur la dérive marchande» est-il reçu?**

BC: Bien. Dans les stands des rares «petites» éditions, le personnel se réjouit de notre lecture critique. Le problème, c'est qu'il y a au salon principalement des diffuseurs, comme L'Office du livre de Fribourg, Diffulivres (tous deux du groupe Hachette donc filiale du géant français Lagardère) et Servidis (Slatkine, un des groupes encore un tant soit peu indépendant). Et, sur les stands de presse, on trouve surtout des étudiant-e-s et des commerciaux/ales qui vendent des abonnements et peu voire quasiment aucun représentant-e-s des rédactions, ainsi, il est clair que notre propos ne parvient peut-être pas à toutes les oreilles.

**En quelques mots, quelle différence entre Impressum et Comedia?**

Comedia date de décembre 1998 et s'est d'emblée considéré comme un syndicat multi-catégoriel (regroupant jour-

nalistes, documentalistes, polygraphes, libraires, métiers de l'industrie graphique...). Impressum se voit avant tout comme un «ordre professionnel», seul-e-s les journalistes peuvent être membres et les stagiaires ne sont que candidats. Le sésame, c'est le RP. Comedia revendique une histoire longue qui plonge ses racines dans le premier syndicat de Suisse, la Fédération des typographes (1858).

**Qu'en est-il de la convention collective de travail en Suisse romande?**

Edipresse qui pèse lourd dans Presse suisse a un intérêt à une CCT, car elle est un garant de paix du travail. En plus, l'actuelle CCT est plus «light» que l'ancienne. Les salaires minimaux ne sont plus automatiquement indexés, les paliers dans l'échelle des années de service ont été modifiés au détriment des journalistes et les négociations sont renvoyées à l'échelle de l'entreprise. La CCT 2007 poursuit sur le chemin d'une plus grande individualisation des salaires et des conditions générales de travail. Il en résulte précarité et isolement.

**Pouvez-vous préciser la question du RP?**

Le métier de journaliste est marqué par l'ordre professionnel, ce sont tes pairs qui te reconnaissent journaliste. C'est un métier qui s'acquière «sur le tas», tu peux faire une licence à Fribourg ou à Neuchâtel, par exemple, mais tu n'es pas journaliste. Pour obtenir le RP, le critère principal est de montrer que tu as passé la moitié de ton temps à exercer le métier dans la pratique. Il faut par ailleurs être syndiqué-e pour obtenir la carte de presse.

**Pourquoi Comedia désire s'associer à une CCT si «minimale»?**

Avant tout, parce qu'une CCT est mieux que pas de CCT; il s'agit d'un outil très important.

Aux niveaux des droits collectifs des rédactions, il y a par exemple un article intéressant, le droit du personnel à donner son avis préalable sur la nomination du rédacteur/trice en chef. Ce droit n'est quasiment jamais invoqué, mais le fait qu'il existe est essentiel. N'oublions jamais qu'il y a deux combats autour d'une CCT: la signa-

ture et l'application! Le deuxième est trop souvent abdiqué.

**Pour clore, disons quelques mots des conditions du métier...**

Le journalisme est un noble métier. Il demande rigueur, indépendance et engagement. Vu la position de «média» entre le monde et le public, les journalistes portent une responsabilité éthique et politique. Pour leur donner des repères, il y a la déclaration des devoirs et des droits. Pourtant, celle-ci est foulée aux pieds quotidiennement. La concentration accélérée des médias va de pair avec une dérive vers le sensationnalisme, la pipolisation, le «tout vaut tout». Le choc est de plus en plus fort entre la déontologie et le marketing au profit du deuxième». Une image pour finir. Je vois certaines rédactions comme des galères modernes. Le tambour marquant la cadence a été remplacé par les verdicts de l'audimat et des visites sur les sites, si ton article n'est pas lu tant de fois en un temps donné, tu es *out*.

Propos recueillis par  
Valérie Boillat

## Des conditions de travail précarisées

Entretien avec Stephanie Vonarburg, secrétaire centrale de Comedia, responsable du secteur presse et médias électroniques.

**PdG: En Suisse alémanique et au Tessin y a-t-il toujours un vide conventionnel?**

SV: *Schweizer Presse* (Presse Suisse), l'association factière des éditeurs a une position très intransigeante. Son président Hanspeter Lebrument qui est à la tête du groupe de la Südostschweiz AG, impose un style dictatorial et règne en patriarce sur les Grisons, Schwyz et Glaris, donc une bonne partie de la Suisse orientale. Editeur très puissant, il a été qualifié par certains de Berlusconi alpin.

**Comment se passent les discussions?**

Depuis la dénonciation de la CCT en 2004, les discussions ont d'abord fait long feu, plusieurs séances ont eu lieu avant tout pour parler et se mettre d'accord sur les modalités des pourparlers. Puis, des conditions absolument non négociables ont été imposées par les éditeurs, dont la plus inacceptable était évidemment de ne pas avoir le droit de parler des salaires! Et une autre était de se soumettre à une paix du travail absolue, avant même d'entamer les négociations...Ce qui revenait à imposer une muselière aux syndicats, en lui interdisant la moindre action.

Cela dit, en Suisse alé-

manique, nous avons compris que les manifestations ne seraient pas assez massives, de toute façon. Fin 2005, Comedia et Impressum ont alors un peu changé de stratégie et déposé une plainte auprès du tribunal arbitral fédéral, organe *ad hoc*.

**Schweizer Presse est il un bloc monolithique?**

Non, certainement pas, mais Lebrument impose vraiment son style. A la table des négociations, il y a en général, huit éditeurs, mais lui seul parle. Lebrument s'emploie à nous faire passer pour des conservateurs et des personnes ne connaissant pas la branche, il

polarise fortement, et décrète que les syndicats ne sont pas capables de propositions nouvelles. Nous assistons à une forme d'«udécésation» (UDC) de la part des éditeurs.

**Quel argument pour refuser quasiment toute ouverture?**

Très paternaliste; en gros, il consiste à dire: «*la presse suisse paie bien, nous n'avons pas besoin d'automatisme. Nous ne voulons pas des fonctionnaires*».

**Qu'en est-il des salaires?**

Début 2007, une étude, réalisée par à l'Union syndicale



## DOSSIER: PRESSE ROMANDE EN MUTATION

Suite de l'interview de la p. 8

Suisse, a montré que les éditeurs n'ont pas profité du vide conventionnel pour diminuer massivement les salaires. Par contre, la situation des journalistes libres (les free-lance) s'est détériorée. Les jeunes, la relève en somme, elle, est touchée par la dérégulation des conditions de travail.

**Et sur le plan général des conditions de travail?**

C'est là que la situation a sans doute empiré. Il y a eu entre 2002 et 2005 des réductions assez massives de postes dans la presse écrite, alors que parallèlement des nouveaux titres faisaient leur apparition. Souvent des personnes débutant dans la branche ont occupé ces nouveaux postes et elles étaient parfois prêtes à accepter des conditions moindres, car le journalisme est encore une profession qui fait rêver. Elle attire peut-être des personnes qu'en allemand on nomme des «Selbstausbeuter» (qui s'exploitent eux-mêmes) et ont une très forte identification à leur métier. Une autre évolution m'inquiète: celle des salaires entre femmes et hommes.

**Comment Comedia entend poursuivre le combat?**

Depuis six mois, Impresum et nous sommes dans une nouvelle phase de relation avec les éditeurs. Nous avons ainsi défini un catalogue de revendication, à part les salaires, qui comprend cinq problèmes: 1) La relève et les conditions relatives aux stages; 2) La question des journalistes libres; 3) Les personnes avec charge de famille; notamment les femmes seules; 4) Les personnes fragilisées, en congé maladie par exemple, car les conditions de la perte de gains maladie-accident se sont péjorées; enfin, 5) l'état général de la profession: la question de la qualité, liée au rythme de travail de plus en plus effréné, celle de la dotation en personnel dans les rédactions, les questions éthiques liées au métier...

Propos recueillis par  
Valérie Boillat

# «L'information de qualité a un coût»

**La Liberté est l'un des rares quotidiens indépendants de Suisse. Premier tirage du canton de Fribourg, il semble faire fi, du haut de ses 100'000 lecteurs, des difficultés récentes de la presse payante. Rencontre avec Louis Ruffieux, son rédacteur en chef.**

**PdG: Pouvez-vous nous dire deux mots de l'action «L'information a un prix, celui de la qualité» qu'a récemment menée La Liberté?**

LR: Nous avons voulu faire un clin d'œil à notre lectorat, qui est de plus en plus submergé par les gratuits. Concrètement, nous avons distribué une petite brochure qui, en sept points, rappelait pourquoi l'information de qualité a un coût. C'est ce coût qui nous permet notamment d'avoir une rédaction de plus de soixante journalistes et un réseau de correspondants à l'étranger.

**Cette action répond-elle à une menace représentée par les quotidiens gratuits?**

Pas directement, non. J'observe au contraire que *La Liberté* est l'un des rares quotidiens qui ont pu maintenir leur tirage contrôlé, voire l'accroître légèrement. Mais, à long terme, il est clair que nous allons souffrir de la concurrence des gratuits. Heureusement, pour l'instant, nous pouvons compter sur un taux d'abonnements très élevé, qui nous garantit une certaine fidélité de la part de notre lectorat. Ce «contrat de confiance» nous permet de traiter de sujets de fond, d'intérêt général et de ne pas courir après des sujets vendeurs.

**Parlons sujets justement. Les quotidiens gratuits évacuent toute prise de position afin de pouvoir**

**séduire un large lectorat. Étendre son lectorat, n'est-ce pas aussi un objectif pour vous?**

Je prendrais le problème sous un autre angle. Notre journal est doté d'une charte. Celle-ci nous donne pour mission de défendre la vérité, la justice, la liberté, ainsi que la dignité humaine. Ce sont peut-être de grands principes généraux, mais c'est un magnifique programme. Très clairement, plusieurs campagnes de l'UDC me semblent aller à l'encontre de ces principes. Je trouve important de le dire et de condamner ces agissements. Même si cela signifie perdre quelques lecteurs proches de ce parti.

On nous dit que les gratuits ne donnent pas leur opinion... Mais encore faudrait-il qu'ils présentent de vrais problèmes sur lesquels avoir une opinion! Ou bien alors on estime qu'on peut avoir une opinion sur les dernières frasques de Britney Spears...

**A votre avis, en quoi les gratuits ont-ils modifié le paysage de la presse?**

Je dirais qu'ils l'ont modifié négativement à deux égards.

Tout d'abord, ils font croire aux jeunes lecteurs que l'information n'a pas de coût, ce qui est faux. Quant à l'hypothétique «intérêt des jeunes pour la lecture» que les gratuits susciteraient, je dois dire que je suis sceptique. Rien ne prouve qu'un jeune, habitué à un journal gratuit,

décide à un moment donné de déboursier plusieurs centaines de francs pour s'abonner à un journal payant.

De plus, l'arrivée des gratuits a fait mal aux payants. Évidemment, cela se ressent à la vente au numéro mais aussi auprès des annonceurs. Lorsqu'on peut acheter une annonce dans 20 minutes et toucher l'ensemble de la Suisse, c'est tentant. Je me

**la presse peut-elle encore exercer son rôle fondamental d'acteur démocratique?**

suis laissé dire que le lancement du *Matin bleu* vaudrait à Edipresse des pertes annuelles qui se chiffrent en millions: perte directe du gratuit, baisse du tirage et des ventes des payants. Résultat, les journaux payants doivent faire des économies. Et lorsqu'un journal doit faire des économies, il ne peut s'en prendre qu'à la masse salariale et donc, en premier lieu, aux journalistes. Qui sont les premiers à passer à la trappe? Notamment les journalistes d'investigation, dont le travail est long et, parfois, infructueux. Cette dynamique risque de rapprocher, au niveau qualitatif les payants des gratuits. Cette évolution est inquiétante car la presse peut-elle encore, dans ces conditions, exercer son rôle fondamental d'acteur démocratique, et parfois de contre-pouvoir?

Propos recueillis par  
Julien Wicki

## DOSSIER: PRESSE ROMANDE EN MUTATION

# «Les journalistes doivent retrouver le goût de l'action syndicale»

Entretien avec Benito Perez, journaliste au *Courrier*, le seul quotidien indépendant de gauche en Suisse.

**PdG: Comment *Le Courrier* se positionne-t-il dans le paysage de la presse romande?**

BP: Difficilement... Le paysage romand est de plus en plus concentré. *Le Courrier* doit donc affronter des concurrents de taille nettement supérieure, ce qui leur confère de nets avantages, en termes de marketing, d'économies d'échelle, etc. Je n'hésite pas à dire que nous sommes dans une situation de «concurrence déloyale».

*Le Courrier* a fait le choix de l'indépendance. Premièrement, notre ligne éditoriale est garantie par une charte rédactionnelle. Ce texte exige que nous soyons du côté des plus faibles, des luttes sociales, des combats pour l'émancipation. Vous savez, tous les journaux sont des journaux d'opinions. Simplement, nous, nous travaillons en toute transparence, ce qui nous met à l'abri des pressions externes.

Deuxièmement, nous revendiquons une application stricte de la «déclaration des droits et des devoirs des journalistes» qui est la «bible» déontologique de la profession, et à laquelle chaque journaliste RP devrait en principe souscrire. Paradoxalement, alors qu'on nous qualifie souvent de journal d'opinion, nous sommes les seuls à nous en revendiquer clairement, notamment en ce qui concerne l'indépendance rédactionnelle vis-à-vis des annonceurs.

**Ce positionnement, *Le Courrier* le doit-il à son histoire?**

Le projet du *Courrier*, n'est pas un projet commercial issu de la volonté d'actionnaires. Il vient directement du «mouvement social», ce qui a structuré dès le départ le projet du journal, et ce qui nous amène à être sensibles aux initiatives qui émanent du terrain. Moi-même, je

suis responsable de la rubrique «solidarité internationale», unique en Suisse, par sa focalisation sur les luttes émancipatrices du Sud. Cette rubrique est partiellement financée par la Fédération genevoise de coopération, mais en toute indépendance. La pluralité de nos sources de financement nous permet d'être à l'abri des pressions. Il est important de dire que nous travaillons d'abord pour nos lecteurs. La publicité ne correspond qu'à 15-20% de notre financement. Nous vivons également de notre souscription annuelle qui permet à des lecteurs de marquer leur soutien à l'existence d'un tel projet journalistique. C'est là une logique qui ne se réduit pas le journal à une simple marchandise.

**Vous développez également une conception du journalisme fondée sur l'enquête approfondie, le reportage d'investigation...**

Malheureusement nous n'avons que trop peu les moyens de le faire complètement. Aujourd'hui, dans les médias, il y a de moins en moins de journalistes et de plus en plus de «rédacteurs». Les «rédacteurs» se contentent de fournir un enrobage rédactionnel autour des publicités, souvent sur la base de dépêches d'agence ou de dossiers de presse prêts à l'emploi. Les informations sont de moins en moins vérifiées, car on travaille dans l'urgence. Le travail d'investigation disparaît.

*Le Courrier* essaie bien sûr de lutter contre ces tendances, mais c'est difficile. L'ensemble de notre rédaction comporte moins de journalistes que la rubrique «Sport» du *Matin*...

**Comment dans ces conditions, la presse peut-elle jouer son rôle de «contre-pouvoir»?**

Je ne crois pas à ce mythe du contre-pouvoir. La presse est un pouvoir. Et elle peut se mettre au service du pouvoir dominant, de l'Etat, des grands groupes capitalistes. Ou au service des dominés. Seul un réel pluralisme des sources d'information permettrait d'exercer ce contrôle social et démocratique.

L'évolution de la presse est inquiétante à cet égard. Les concentrations internationales produisent des consortiums d'information, de publicité et de divertissement, liés à des groupes financiers ou industriels. L'immense majorité des titres en fait aujourd'hui partie et ils se positionnent selon ces intérêts-là. Quand cela leur convient, la presse peut être docile avec les gouvernants, le cas français étant presque caricatural. Mais dans des pays, comme le Venezuela ou la Bolivie où le peuple a mis au gouvernement des gens qui veulent changer les choses, la presse devient soudainement un réel «contre-pouvoir»... à l'Etat.

Le contre-pouvoir, c'est donc un mythe, mais, paradoxalement, cela doit malgré tout être un idéal à défendre.

**A terme alors, que va-t-il se passer?**

Il va continuer à y avoir des médias indépendants qui proposent un journalisme «citoyen». Mais il est clair que ces médias sont voués à rester marginaux. Si l'on veut réagir, il me semble qu'il existe essentiellement deux axes.

Premièrement, il faut partir du fait que tous les journalistes ne sont pas satisfaits de la situation actuelle, et que beaucoup aimeraient faire bien leur travail plutôt que d'être soumis aux impératifs commerciaux. Ces



journalistes doivent s'organiser et retrouver le goût de l'action syndicale. La création d'un véritable rapport de force au sein des journaux, voire des groupes de presse pourrait avoir un réel impact sur le contenu. Individuellement, les journalistes ne peuvent résister très longtemps à la pression des éditeurs. De même, je suis perplexe devant des initiatives, certes honorables, mais isolées et confinées dans la dénonciation – telles qu'*Info en danger* (cf. p.6).

Deuxièmement, la puissance publique doit être responsabilisée. L'existence d'une information de qualité, reposant sur une presse diversifiée et indépendante, est la condition même d'une démocratie. L'Etat a le devoir de financer cette presse. Il faut donc se battre politiquement pour obtenir un financement structurel, inconditionnel, de la presse indépendante.

Finalement, je place aussi un espoir dans les médias citoyens qui se développent surtout dans les pays du Sud. Les journalistes ont beaucoup à apprendre des «médiactivistes» citoyens, de ces initiatives qui viennent d'en bas.

Propos recueillis par  
Romain Felli

# «Les petits aussi peuvent gagner!»

*Le 15 août prochain sera un jour historique pour le Paraguay, l'un des plus petits pays d'Amérique du Sud. L'ancien évêque catholique Fernando Lugo, 57 ans, assumera la présidence du pays, suite à sa nette victoire électorale du 20 avril dernier, obtenue avec 41% des suffrages.*

Par Sergio Ferrari,  
ONG E-changer

C'est quasiment 10% de plus que la candidate officielle Blanca Ovelar, et 20% que l'ex-général putschiste Lino Oviedo, le troisième acteur des élections les plus disputées de l'histoire contemporaine paraguayenne.

En rupture avec la continuité civique-militaire implantée il y a 60 ans sous le dictateur Alfredo Stroessner et son *Partido Colorado* (Parti Coloré), le défi principal qui attend le président Lugo sera de construire une nouvelle forme de démocratie participative.

Tout cela dans une nation où, jusqu'à présent, ont prévalu une profonde fracture économique entre riches et pauvres, la persécution politique, la corruption administrative et l'alignement discipliné sur les orientations dictées par Washington pour la région.

## L'IRRUPTION RÉNOVATRICE

«Il y a à peine huit mois de cela, un groupe de rêveurs politiques et moi-même décidions de nous unir et de poser le pays au premier rang de nos préoccupations», et d'en finir ainsi avec l'hégémonie de plus d'un demi-siècle du *Partido Colorado*, déclarait Lugo après la confirmation de sa victoire le 20 avril.

«Les petits aussi peuvent gagner», soulignait le futur mandataire, qui, à peine deux ans auparavant, décidait de renoncer à son poste haut placé dans la hiérarchie catholique romaine, pour se lancer pleinement dans la vie politique.

Lugo, apparenté à la Théologie de la Libération, insiste sur le fait que «son option préférentielle pour les pauvres» n'est pas une position politique, mais plutôt pastorale, tout en s'efforçant de ne pas être identifié à une position de gauche radicale, bien que son action a été depuis des années celle d'une

résistance au pouvoir dominant.

Une conception politique anti-dogmatique, qui lui a permis de se présenter aux élections à la tête de la *Alianza Patriótica para el Cambio* (Alliance Patriotique pour le Changement), plateforme d'un ample éventail de neuf partis, qui s'étendent de l'extrême-gauche au centre-droite.

Un autre appui à Lugo vient de son propre *Movimiento Tekojojã* – en guarani, «Vie Partagée» ou «Vivre à égalité» –, une vaste articulation de mouvements populaires qui cherchent à modifier en profondeur la réalité politique et sociale actuelle du pays.

## RÉFORME AGRAIRE ET RELATIONS INTERNATIONALES

Avec à peine 6,5 millions d'habitants, et une superficie dix fois plus grande que celle de la Suisse, le Paraguay se trouve parmi les nations les plus pauvres d'Amérique Latine.

Plus de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, et 35% dans des conditions de misère absolue. 70% des terres cultivables sont dans les mains d'un 2% à peine de grands propriétaires terriens. Ce qui explique que le pays soit aujourd'hui le quatrième exportateur mondial de soja.

Le combat frontal contre la polarisation économique et l'inégalité sociale devient ainsi l'objectif central du programme élaboré par Fernando Lugo. Lequel prévoit une réforme agraire qui bénéficiera à court terme à 300'000 familles sans terre; en valorisant les coopératives et les petites entreprises, avec l'intention d'harmoniser croissance économique et développement social

Son ambitieux programme de Gouvernement prévoit également la création d'emplois pour résoudre la situation de 100'000

familles sans emploi, et assurer des pensions pour 200'000 personnes du troisième âge, aujourd'hui pratiquement laissées à l'abandon. L'amélioration substantielle de l'éducation et de la santé complètent les grands défis du nouveau président.

La base économique sur laquelle asseoir ces réformes sociales dépendra d'une nouvelle rediscussion des relations avec les pays voisins, en particulier avec le Brésil et l'Argentine.

Le Paraguay est riche en réserves de pétrole ainsi qu'en ressources hydrauliques, et est un grand exportateur d'énergie électrique à travers les centrales d'Itaipù et Yacireta. Celles-ci furent construites avec des capitaux brésiliens et argentins, et leur exploitation est régie par des contrats désavantageux pour le Paraguay, signés durant les années de dictature militaire.

Comme il l'a anticipé durant la campagne électorale, Fernando Lugo prévoit donc de renégocier avec le Brésil le Traité d'Itaipù. Avec pour but de redéfinir un juste prix du courant, sept fois supérieur à l'actuel, ce qui garantirait au Paraguay une entrée annuelle de 1,8 milliards de dollars, et qui constituerait une clé pour lancer une nouvelle politique sociale.

D'où aussi l'importance de l'actuelle relation internationale au sein du plano latinoamericano. Aussi bien Lula (Brésil) que Cristina de Kirchner (Argentine) sembleraient disposés à renégocier les traités économiques qui, jusqu'à présent, étaient défavorables au Paraguay.

Et en même temps, Hugo Chavez (Vénézuéla), Evo Morales (Bolivie) et Rafael Correa (Équateur), tous très proches de Fernando Lugo, finalisent de nouveaux accords de coopération, intégration et solidarité régionales.

## A Prague, le 21 août 1968

Par Raymond Durous

Jeune enseignant en 1968, très tôt interpellé par les problèmes d'immigration, de discrimination et d'inégalités, je me sentais solidaire de celles et ceux qui protestaient alors contre la guerre au Vietnam, contre les impérialismes américain et soviétique et contre « l'ordre ancien », autoritaire et paternaliste. Nous vivions un grand moment d'espoir collectif.

Nous étions en été 1968. Je rentrais d'un voyage d'étude en Laponie via la Russie, l'Ukraine, la Pologne et la Tchécoslovaquie. Jamais je n'oublierai ce matin du 21 août à Prague : les rares stations d'essence prises d'assaut par les automobilistes, les blindés soviétiques en position autour des bâtiments officiels. Ce matin-là, les très jeunes soldats des troupes du Pacte de Varsovie, persuadés de venir délivrer les « frères tchèques » du péril capitaliste, découvraient sidérés, l'hostilité, la consternation et la profonde tristesse d'une population unanime. Le « printemps de Prague » d'Alexandre Dubcek avait vécu.

Ce fut la fin de mes dernières illusions sur les bienfaits du stalinisme, illusions déjà bien entamées par la lecture de Victor Serge, et d'Ignazio Silone, ainsi que les mises en garde de mon père lors du soulèvement des ouvriers de Berlin-Est le 17 juin 1953, des émeutes ouvrières de Poznan le 28 juin 1956, et surtout la sanglante répression de la population de Budapest du 4 au 11 novembre 1956.

Les événements tragiques et douloureux dont je fus le témoin impuissant à Prague me marquèrent profondément et contribuèrent à influencer sur ma façon de vivre et de penser. Ils orientèrent ma manière d'enseigner et m'aiderent à établir une relation humaine plus authentique avec mes élèves. Ils me confortèrent dans l'idée que seul un socialisme démocratique pouvait un jour promouvoir un monde plus juste et moins violent.

# Interdictions de périmètre: la mauvaise direction

Plusieurs cantons allémaniques sont en passe de généraliser les interdictions de périmètres. C'est oublier que les libertés individuelles ne doivent pas être sacrifiées sur l'autel d'un prétendu renforcement de la sécurité.



La «dérive sécuritaire» a d'ores et déjà entraîné la banalisation de toute une série de mesures choquantes et démagogiques. Il suffit de penser, notamment, à l'introduction de caméras de surveillance dans les lieux publics ou à l'internement à vie des délinquants sexuels. Les mesures de ce type entament à chaque fois les droits fondamentaux et s'accumulent insidieusement, sans que personne, ou presque, n'y prête garde. Il y a fort malheureusement à parier que ce mouvement général ne s'arrête pas là. Les partis bourgeois font preuve d'une imagination débordante lorsqu'il s'agit de recourir à des moyens rassurants pour le «bon peuple». Le problème ne réside bien entendu pas dans le fait de chercher des moyens de combattre la criminalité, mais bien dans la direction politique prise à cette fin. Dans ce domaine, une application aveugle de l'adage «la fin justifie les moyens» aboutit souvent aux pires choix politiques.

Pour l'heure, la Suisse a été plutôt épargnée par les débats politiques concernant les restrictions d'accès à certains espaces publics. Les interdictions ou exclusions de périmètre consistent à interdire ou restreindre à une ou plusieurs personnes l'accès à certains espaces publics, à titre préventif en raison de leur supposée dangerosité ou à titre de sanction suite à la commission d'une infraction. Actuellement,

ces mesures peuvent seulement être prononcées à titre exceptionnel et en principe uniquement dans le but de protéger des personnes menacées. C'est par exemple le cas dans le contexte particulier des violences conjugales (interdiction d'approcher le domicile de la victime) ou dans celui du hooliganisme (interdiction pour certains supporters de se rendre dans les stades).

## BANALISATION DES ATTEINTES AUX LIBERTÉS INDIVIDUELLES

Cette situation pourrait être en passe d'évoluer, des voix de plus en plus pressantes se faisant entendre, particulièrement en Suisse allemande, pour requérir le renforcement de l'éventail des mesures d'interdictions de périmètre. Dans de nombreuses... *Ceux pour qui la sécurité n'a pas de prix sont prêts à sacrifier certaines valeurs fondamentales...*

communes et plusieurs cantons d'outre Sarine – Zürich, Saint-Gall, Argovie, Bâle – on envisage d'autoriser la police à interdire à certains jeunes l'accès aux restaurants ou à des quartiers chauds, même si ceux-ci n'ont pas commis de délit. On parle également d'interdire aux jeunes de se rendre au centre-ville à partir d'une certaine heure, ou alors de généraliser les interdictions de

périmètre à toutes les personnes s'étant rendues coupables d'un délit contre l'ordre public, même s'il est mineur.

Ce qui reste aujourd'hui une mesure ciblée et ponctuelle pourrait à l'avenir se transformer en un outil banal de lutte contre la délinquance juvénile et les troubles de l'ordre public. Outre les nombreux problèmes de mise en oeuvre posés par une éventuelle généralisation de telles mesures, il faut sérieusement – et urgentement – s'interroger sur la vision de société sous-jacente et le risque de dérives qu'elle comporte. En renforçant ainsi la fracture et l'exclusion sociales, on frappe clairement à côté. A la place de chercher des moyens de recréer du lien social, on contribue à l'affaiblir. «Cachez ces marginaux, potentiellement délinquants, que je ne saurais voir»! Voilà qui résumerait assez bien la vision qui se cache derrière ces revendications politiques.

Il ne faut nourrir aucune illusion. Les interdictions de périmètre généralisées ne résoudront en rien le problème épineux des troubles de l'ordre public et de la «violence urbaine». Au mieux, cela la déplacera. Au pire, cela la renforcera en exacerbant encore davantage le sentiment d'exclusion de ceux qui en veulent déjà à l'establishement.

Ces évolutions politiques rappellent les fameuses gated communities, ces ghettos de riches retranchés derrière des murs et organisés comme une collectivité publique, devenus monnaie courante aux USA. Ceux pour qui la sécurité n'a pas de prix sont prêts à sacrifier certaines valeurs fondamentales – libertés individuelles, cohésion sociale – pour se donner l'illusion d'une vie plus rassurante, au détriment du plus grand nombre.

Raphaël Mahaim

## Les jeux d'argent peuvent-ils servir le bien commun?

Philippe Clivaz, président de la commission culturelle du parti socialiste vaudois

L'initiative populaire «Pour des jeux d'argent au service du bien commun a été lancée fin avril. Son texte propose d'inscrire dans la constitution que les bénéfiques liés aux jeux d'argent soient au service du bien commun et que les Cantons soient compétents en matière de jeux de loterie et de paris. Il propose aussi qu'il soit tenu compte des problèmes liés à la dépendance de certaines personnes aux jeux de hasard. Le sport, la santé, la culture, en Suisse romande en tout cas, n'existeraient purement et simplement pas ou peu, si la Loterie Romande n'était pas là pour pallier l'insuffisance des subventions communales et cantonales.

On peut avoir des doutes sur les bienfaits des jeux de hasard. On peut être très affecté par le fait que des humains soient dépendants, malades, face à cette frénésie et cette utopie de gagner le gros lot une fois dans sa vie. Certes, mais ce n'est pas sur ce terrain que se situe l'initiative. Il ne s'agit pas ici de savoir si les jeux de hasard sont moraux, mais de tendre à ce que les bénéfiques qui y sont liés soient redistribués en grande partie pour le bien commun.

L'initiative vise donc à maintenir, voire développer, le tissu social, associatif lié au sport, à la santé et à la culture. Largement de quoi se précipiter sur une feuille de signatures, la signer et la faire signer!

DÉTAILS, INFOS ET PLUS SI ENTENTE:

WWW.BIENCOMMUN.CH

# L'UDC progresse dans les cantons... Vraiment?

*Les récents résultats d'élections cantonales marquent-elles vraiment une «progression de l'UDC»? Analyse et remise en perspective.*

Lors des élections fédérales d'octobre dernier, l'UDC élargissait encore davantage sa députation aux chambres fédérales. Confirmant son statut de première force politique du pays, l'UDC obtenait à l'échelle suisse près de 30% des suffrages. Sa progression s'étant en partie faite au détriment d'autres formations bourgeoises, le rapport de force gauche-droite s'en est trouvé que légèrement modifié, ce d'autant que les deuxièmes tours des élections au Conseil des Etats lui ont été défavorables.

Depuis l'éviction de Christoph Blocher du Conseil fédéral le 12 décembre, les observateurs de la vie politique guettent les résultats de chaque élection cantonale avec impatience. L'UDC parviendra-t-elle à progresser encore? Le PDC souffrira-t-il de son alliance d'un jour avec la gauche pour évincer le mentor et maître à penser de l'UDC? Comment évolueront les forces de gauche?

## RÉGRESSION PLUTÔT QUE PROGRESSION

Certes, le constat au lendemain des différents scrutins qui ont eu lieu à ce jour n'est pas très réjouissant. Lors des quatre élections visant le renouvellement des Parlements cantonaux de Saint-Gall, Schwyz, Uri et Thurgovie, l'UDC a obtenu de nouveaux sièges, parfois de manière impressionnante (+14 à Schwyz, passant ainsi à 41 sièges sur 100 ou +8 à Uri, passant ainsi à 17 sièges sur 64). Les défaites les plus lourdes sont enregistrées du côté du PDC et du PS, qui au total en Suisse ont perdu chacun environ 30 représentants dans les Parlements cantonaux par rapport aux élections cantonales d'il y a quatre ans. Les radicaux, et dans une moindre mesure les Verts, accusent également des pertes. En bref, l'UDC ressort renforcée de



ces scrutins, la gauche affaiblie.

Il faut toutefois relativiser ces résultats, dans la mesure où ils ne reflètent pas une nouvelle progression de l'UDC par rapport aux résultats des élections fédérales. Ce n'est que la transposition logique des rapports de force au cours des quatre dernières années. Depuis les élections fédérales, et plus particulièrement depuis l'éviction de Christoph Blocher du Conseil fédéral, les résultats électoraux de l'UDC dans les cantons sont même en régression par rapport aux résultats enregistrés lors des élections fédérales, comme l'indique le tableau ci-dessous. Il n'y a pas eu d'«effet Blocher», contrairement à ce que prétendent les médias.

Dans les Exécutifs can-

tonaux, l'UDC a obtenu deux nouveaux sièges, l'un au détriment du PDC à Nidwald (élection complémentaire) et l'un au détriment du PRD à Schwyz (renouvellement complet). A nouveau, ce n'est là que la consécration de la progression du parti de Blocher, qui, malgré ces nouveaux sièges, reste encore largement sous-représenté dans les gouvernements cantonaux, avec seulement 16.1% des sièges au niveau suisse, contre 27.5% pour le PRD, 22.2% pour le PDC, 20.8% pour le PS, et 6.0% pour les Verts.

Sur le plan communal, il est moins aisé de faire un bilan détaillé des récentes élections. L'UDC paraît tout de même nettement en progression, avec des gains dans les législatifs de Bâle-Campagne, neuchâtelois et tes-

sinois, souvent au détriment des autres partis bourgeois. Contrairement aux élections cantonales, la gauche a bien résisté dans les communes. La gauche est ainsi restée globalement stable dans les villes où ont eu lieu des élections en 2008.

## UNE ÉVOLUTION INQUIÉTANTE SUR LE LONG TERME

Les scores réalisés par l'UDC aux plans cantonal et communal doivent ainsi être mis en relation avec leur progression générale de ces dernières années. A ce titre, ils ne paraissent guère surprenants. Ce qui plus inquiétant en revanche, c'est le fait qu'un parti de droite populiste, adepte de méthodes puantes, semble se stabiliser à des pourcentages stupéfiants dans plusieurs cantons d'outre Sarine (41% des députés schwytois proviennent des rangs de l'UDC!). Lorsque l'on sait que le PDC et le PRD restent tout de même bien implantés dans ces cantons, cela ne laisse que ridiculement peu de place pour la gauche. En outre, il est à craindre que la marge de progression de l'UDC ne soit encore importante dans tous les cantons où le parti n'a pas encore bénéficié de la blocherisation de ses structures. La comparaison entre son potentiel électoral (30% en moyenne) et son taux de représentation dans les exécutifs cantonaux et communaux est assez révélatrice à cet égard.

Raphael Mahaim et  
André Mach

### L'UDC FACE AUX URNES

	Résultat UDC élections féd. 2007	Résultat UDC élections cant. 2008	Nbre de sièges UDC par rapport au total de sièges	Nbre de sièges UDC par rapport au total de sièges
Thurgovie	42.3%	35.8%	3/6	51/130
Saint-Gall	35.8%	34.1%	5/12	41/120
Schwytz	45.0%	37.5%	2/4	41/100
Uri	-	27.0%	0/1	17/64

Sources: Hebdo 17.4.2008.

# Foot et violence

Alors que va débuter la grand messe européenne du Football en Suisse et en Autriche cet été, Pages de gauche vous propose cette réflexion de Raymond Durous autour de la violence et du hooliganisme dans le football.

Par Raymond Durous

Le hooliganisme semble combiner la plupart des problèmes sociaux majeurs de notre temps, tels que la violence organisée, l'ivresse, la xénophobie, le racisme, eux-mêmes suscités et alimentés par les ravages d'un système économique de plus en plus dissolu et sauvage, avec quelques milliers de nantis de plus en plus riches et des centaines de millions de plus en plus pauvres.

## LE HOOLIGANISME EST LE FAIT D'UNE SOCIÉTÉ INJUSTE

Le manque d'intégration des jeunes peut conduire certains d'entre eux au hooliganisme, suscité non pas par le foot mais par notre société. Quand de nombreux jeunes sont laissés sur le carreau et ne sont pas écoutés, quelques-uns d'entre eux trouvent un exutoire et expriment leur frustration et leur colère dans des rassemblements de masse. La réponse à cette situation est l'intégration et la

prévention – entre autres par le sport – et non la répression et le fichage. Ne nous étonnons pas si un certain nombre de jeunes sont séduits par le hooliganisme, lorsque ces jeunes sont au chômage, livrés à eux-mêmes, rejetés par une société qui ne veut pas d'eux, lorsqu'ils sont confrontés à un monde injuste et sauvage, où des margoulins se remplissent les poches, où la presse de boulevard ne cesse d'exhiber le luxe tapageur et les frasques des stars de la jet-set, alors que les petites gens luttent quotidiennement pour un peu de pain et de dignité!

La violence autour des stades et sur les terrains de foot est le reflet de la violence imposée par notre société. «La violence, disait Jorge Valdano – attaquant international argentin, champion du monde en 1986, joueur puis entraîneur du Real Madrid –, croît en proportion directe des injustices sociales et des frustrations que les gens accumulent dans leur vies quotidiennes. Partout, les hordes sauvages se nour-

risent de jeunes tourmentés par le manque de travail et d'espoir.» Si la violence règne aujourd'hui dans les stades, c'est qu'elle gangrène la société toute entière. La violence qui envahi les terrains de foot ne provient pas du football, elle vient d'ailleurs.

## LA RÉPRESSION COMME SOLUTION?

Les hooligans ne sont pas tous irrécupérables. Ne faudrait-il pas leur donner les moyens de se construire un avenir? Ne faudrait-il pas ouvrir de nouveaux chemins leur offrant des chances et des espérances et les amenant à s'en sortir?

On n'en est pas encore là! Des mesures de préventions généreuses mais bien timides et insuffisantes sont tentées ici et

là; une goutte d'eau dans l'océan. Et on est de plus en plus amenés à développer et à accentuer des mesures de contrainte. Le rêveur et l'utopiste nous diraient qu'il faut inventer de nouvelles formes de prévention en agissant sur la société elle-même, avec la ferme intention de lutter contre toutes les formes de discrimination, d'exploitation, et d'exclusion, constituant la première violence infligée aux hommes et engendrant toutes les autres.



## Coupe du monde 2010 en Afrique du Sud : campagnes syndicales et conflits sociaux

A quelques jours seulement du coup d'envoi de l'eurofoot qui se tiendra dans nos contrées, et à l'instar du ballon, un bond en avant de deux ans nous porte en 2010. Cette année-là se tiendra en Afrique du Sud la coupe du monde de football. Encore un exemple démontrant à quel point les instances sportives internationales sont peu regardantes en matière de candidats désignés à accueillir les grandes messes que sont les mondiaux de foot, ou les JO... Que le sport et les droits humains fassent rarement bon ménage, cela n'est plus à démontrer. Et la nécessité de développer de larges campagnes d'action et d'information sur les conditions de vie, de travail, etc des populations locales

s'impose désormais comme une évidence.

C'est le cas de la campagne « Fair Games, Fair-Play », lancée en 2007 par les syndicats sud-africains, et soutenue par l'OSEO, l'USS, Unia et l'Internationale du Bois et du Bâtiment, à laquelle Vasco Pedrina avait fait allusion dans nos colonnes il y a un an (*PdG* n° 57). Cette campagne demande notamment des conditions de travail décentes, et le respect de celles-ci, sur les chantiers où sont construits les stades qui accueilleront les matches. Une campagne qui traduit une réelle urgence, et des inquiétudes fondées, qui n'ont d'ailleurs pas tardé à se manifester par des grèves des

ouvriers du bâtiment sur place. D'abord en septembre 2007 sur les stades du Cap, où les ouvriers réclamaient le paiement de leurs frais de transports, stoppant le travail durant une semaine, jusqu'à gain de cause. Puis en novembre c'est au tour des 1200 ouvriers du stade de Durban de connaître une grève qui durera près de deux semaines, dénonçant le non-respect des salaires minimaux de la branche ainsi que le non-respect flagrant des normes de sécurité au travail. Le même mois, le mouvement s'élargit et ce sont mille autres travailleurs sur le chantier de Nelspruit qui posent les outils, avec des revendications semblables à celles de leurs collègues de Durban.

Pour l'heure, les conflits ont toujours trouvé une issue, la FIFA cherchant certainement à éviter que la situation ne s'envenime trop, elle qui a déjà fort à faire avec ses ballons cousus main par des enfants asiatiques... En mars dernier, la FIFA a reçu des syndicats sud-africains une incitation officielle à augmenter sa vigilance sur les conditions de travail extrêmement rudes en Afrique du Sud, appelant à sa «responsabilité sociale d'entreprise». Si ce terme fait doucement rigoler, il n'en demeure pas moins que la campagne et la lutte ont pour l'heure démontré respectivement leur nécessité, et leur efficacité. A suivre.

# Le Printemps de Prague, une mémoire socialiste à entretenir

*Du Printemps de Prague, il reste en mémoire sa fin dramatique: l'invasion de la Tchécoslovaquie, le 20 août 1968, par les armées du Pacte de Varsovie. L'invasion met fin à une tentative du Parti communiste tchécoslovaque (PCT) de se réformer, et de réformer l'Etat et la société, en y introduisant la démocratie.*

Par Dan Gallin

Que s'était-il passé? La Tchécoslovaquie avait été un pays avec une base industrielle avancée, une démocratie parlementaire, avec des partis socialiste et communiste de masse, des syndicats puissants. La répression qui suivit le «coup de Prague», c'est à dire la prise du pouvoir par le PCT en 1948, ne parvenait pas à faire oublier la culture démocratique enracinée dans toute l'histoire du pays.

## SITUATION DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE

Dans les années 1960 c'est un pays en crise: économique, sociale, politique et morale. La planification bureaucratique, privilégiant l'industrie lourde, aboutit à une impasse. En janvier 1965, une réforme économique réhabilite la rentabilité et la déconcentration, mais elle est sabotée par les bureaucrates. Les techniciens et économistes rallient alors les oppositions politiques qui sont diverses, mais unies dans le refus du stalinisme. La réforme économique et la liberté d'expression deviennent indissociables.

La société ne supporte plus d'être gouvernée par un régime répressif et borné. Cette crise atteint l'ensemble du bloc soviétique mais en Tchécoslovaquie, c'est le PC qui tente lui-même de la résoudre en réformant le système par en-haut, avec le soutien de la société. Le Printemps de Prague commence en 1967 par une révolte des intellectuels. Les écrivains, réunis en congrès en mai-juin, réclament la liberté d'expression. Le pouvoir, monopolisé depuis 1956 par Antonin Novotny, premier secrétaire du PCT et président de la République, réagit par la répression.

## LES RÉFORMATEURS AU POUVOIR



Dès janvier 1968, les réformateurs ont la majorité dans le PCT. A leur tête, Alexander Dubcek, premier secrétaire du PC slovaque, prend la direction du parti. Novotny s'adresse aux ouvriers en attaquent les «forces de droite» et les intellectuels, ce qui porte le débat dans les usines où se constituent des comités pour la liberté de la presse. Les syndicats et les organisations de jeunesse réclament la démission du président; fin mars, Novotny est remplacé par le général Ludvik Svoboda, vieux héros national et victime des épurations stalinienne.

En avril, Dubcek annonce des réformes: affirmation des libertés et droits fondamentaux, démocratisation, fédéralisme; désatellisation (maintien de la coopération avec le bloc soviétique, mais aussi ouverture à l'Ouest); réformes économiques: une plus grande autonomie des entreprises, passage de «l'étatisation» à la «socialisation». Dubcek déclare que le socialisme sera désormais un «socialisme à visage humain.» Les procès politiques des années 1950 sont révisés et leurs victimes réhabilitées. Le Parti social-démocrate, «unifié» de force au PCT en 1948, est reconstitué.

## MOBILISATION OUVRIÈRE

Les réformes entraînent une mobilisation ouvrière. La première réforme de 1965, préparée

par Ota Šik, comprenait, outre l'autonomie des entreprises, une forme de co-gestion. En avril 1968, Šik est nommé vice premier ministre, chargé de l'économie. Les réformes, bloquées en 1965, sont mises en application. Mais les conseils d'ouvriers, dotés de pouvoirs limités décident d'aller plus loin. En juin ils revendiquent l'autogestion. Fait remarquable, l'invasion n'arrive pas à arrêter le mouvement. En septembre 1968 19 conseils avaient déjà été créés; mais 260 autres sont créés entre le 1er octobre et le 1er janvier.

## INVASION ET RÉSISTANCES

Sur le plan militaire l'invasion n'avait pas rencontré de résistance, mais sur le plan politique la résistance passive de toute la population oblige l'occupant à passer un compromis avec Dubcek. Ce sont les accords de Moscou (27 août). Désormais sous haute surveillance par les dirigeants soviétiques, dans un pays occupé, le gouvernement devra annuler les acquis démocratiques du printemps: c'est la normalisation. Mais le mouvement des conseils ouvriers se poursuit.

En janvier 1969, une réunion des conseils des travailleurs représentant 190 entreprises et 890'000 employés élabore un projet de «loi sur l'entreprise socialiste». Le projet est considérablement amendé par le gouvernement: on

en revient au modèle de cogestion, avec un tiers des sièges des conseils aux travailleurs élus, droit de veto de l'État et des directeurs. Or le modèle autogestionnaire s'approfondit et se précise dans l'opposition: 500 conseils existent au moment du congrès syndical de mars 1969. Leur nombre augmentera jusqu'à juin 1969.

## NORMALISATION

Le 17 avril, Dubcek est remplacé par Gustáv Husák au poste de premier secrétaire du PCT: le projet de loi ne sera jamais adopté. Le 31 mai, Oldrich Cernik, premier ministre, déclare qu'il rejette l'autogestion industrielle, car elle «*rouvrirait la question du pouvoir*». Le 14 octobre, Husák fait un discours agressif contre les réformes à Škoda Plzen, dont le conseil se dissout lui-même le 11 novembre. En juillet 1970 les conseils sont interdits.

## BILAN

L'historien Vladimir Claude Fišera récapitule, dans le trimensuel anarchiste *A voix Autre*: «*les Conseils étaient un phénomène de masse: ils ont touchés plus d'un million de travailleurs et travailleuses, ils ont été élus à bulletin secret, avec en général deux fois plus de candidats que d'élus. Ils se sont créés à l'initiative des organisations de base des syndicats et du parti*».

Cernik avait raison de dire que le mouvement des conseils posait la question du pouvoir. En acceptant de remettre le pouvoir dans les mains du peuple, le PCT réformateur avait trahi les intérêts de classe bureaucratique dirigeante, non seulement en Tchécoslovaquie mais dans l'ensemble du bloc soviétique. Ne pouvant répondre sur le plan politique, celle-ci répondit sur le plan militaire. L'invasion était un aveu: la bureaucratie ne pouvait partager le pouvoir sous peine de la perdre entièrement, et une réforme du système était impossible.

# Aimé Césaire

«Et balaie-moi tous les obscurcisseurs, tous les inventeurs de subterfuges, tous les charlatans mystificateurs, tous les manieurs de charabia. Et n'essaie pas de savoir si ces messieurs sont personnellement de bonne ou de mauvaise foi (...), l'essentiel étant que leur très aléatoire bonne foi subjective est sans rapport aucun avec la portée objective et sociale de la mauvaise besogne qu'ils font de chiens de garde du colonialisme.»

In: Discours sur le colonialisme, 1955.

**Aimé Césaire, né le 26 juin 1913 à Basse-Pointe (Martinique) et mort le 17 avril 2008 à Fort-de-France, était un immense poète et un grand homme politique français. Il est l'un des fondateurs du mouvement littéraire de la négritude et un anticolonialiste résolu. Député (communiste - il quitte le PC en 1956 - puis apparenté PS) à l'Assemblée nationale et maire de Fort-de-France pendant près de 50 ans.**



**JAB**

CH-1450 Sainte-Croix

**Pages de gauche**

Mensuel d'opinions socialistes indépendant

## agenda

**29 mai**  
**Café politique**  
– **Prostitution: quelles lois pour lutter contre la traite des femmes?**  
Conférence organisée en collaboration avec le groupe Droits des Femmes d'Amnesty International de Lausanne.  
19h30, Café-théâtre Le Bourg, Rue de Bourg 51, Lausanne.  
WWW.ASSOPOL.CH/CAFE.HTM

**31 mai**  
**Conférence avec Jacques Chonchol, ministre de l'agriculture dans le gouvernement Allende.**  
19h30, Maison du peuple, Lausanne

**31 mai**  
**Créer une, deux, cent, Officine! Pour un syndicalisme des travailleurs et des travailleuses!**  
Journée de discussion et de réflexion sur les perspectives d'un nouveau syndicalisme suisse.  
Ateliers CFF, Bellinzone.  
OFFICINE.UNIA.CH/

**1er juin**  
**Votations fédérales.**

**7 juin**  
**Sommet des Femmes.**  
Conférence et journée de réseautage des Femmes socialistes.  
Conférence 09h45, journée de réseautage 11h45, Zentrum für Kulturproduktion, Waisenhausplatz 30, Berne.  
WWW.SP-FRAUEN.CH/F/AGENDA/DEFAULT.HTM

**20 juin**  
**Symposium: Conséquences du réchauffement climatique sur le Sud.**  
Justice climatique: «Pour que le droit à l'alimentation ne reste pas un vœu pieux» – Org. Pain pour le Prochain et Action de Carême.  
08h45, Hôtel Bern, Zeughausgasse 9, Berne.  
WWW.CAMPAGNEOECUMENIQUE.CH

## Paroles sur le journalisme

Extraits choisis du livre de François Rufin (2003). *Les petits soldats du journalisme*. Paris: Editions des Arènes, consacré à son expérience dans le Centre de formation des journalistes (CRJ), une des plus prestigieuses école de journalisme française:

«Le seul critère c'est le résultat, l'audience ou la vente.»

«Mon patron me déclarait: 'Je suis un lessivier de la presse et je le revendique'.»

«Nous ne vendons pas des produits, nous vendons des audiences.»

«Dans les médias, on est dans la même logique que le PDG de Procter.»

«Tous les titres chez nous doivent être rentables, à hauteur de 10 à 15%.»

«C'est un sujet où il y a tellement rien à dire. – Mais c'est pas grave, tu fais un truc

*sympa, tu interrogues des gamins. Faut pas être obsédé par le contenu.»* p. 3

«*Au siège, ils ne veulent plus s'emmerder à gérer des journalistes. Ils ne cherchent plus de fortes personnalités qui ont une grande estime de leur travail.*» p. 217.

«*Le CDD (contrat à durée déterminée), c'est quelqu'un qui va exécuter sans broncher... Le CDD, il faut qu'il soit un bon exécutant... Le CDD doit être gentil avec tout le monde. Dire 'Oui Monsieur', 'bonjour', 'au revoir', 'est-ce que vous avez besoin de moi'... Le CDD cire les pompes, sans aucun pouvoir.*» p. 225

«*Quand t'est CDD, un, tu fermes ta gueule. Deux, tu fermes ta gueule. Trois, tu fermes ta gueule.*» p. 225.

«*On finit par se vivre au second degré. On fait des papiers, mais avec détachement. Comme si, au fond ce n'était pas vraiment nous qui les écrivions.*» p. 226